L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

C. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 14 AOUT 1861.

C. F. WEISSE F. DUFOUR
F. LENET G. HARDY

Nouvelle-Orléans,
MERCREDI MATIN, 14 AOUT.

Abonné à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Une erreur économique.

Les nouvelles de Richmond annoncent que le Congrès est en ce moment occupé à discuter le plan proposé pour l'achat de toute la récolte de coton, à raison de 10 cents la livre pour le middling, par le gouvernement, et quelques correspondances ajoutent que ce plan sera très probablement adopté. Il est fâcheux qu'une mesure d'une telle portée n'ait pas été soumise à une discussion préalable dans des assemblées de planteurs et de facteurs de coton et qu'un examen approfondi des avantages et des inconvénients qui peuvent en résulter n'ait pas eu lieu dans la presse. C'est à peine si les journalistes et le public connaissent la substance même de la proposition. On nous dit que le gouvernement se rendra acquéreur de toute la récolte de coton existante à raison de 10 cents la livre pour la qualité middling, mais on ne nous éclaire pas le moins du monde sur les suites de cette opération gigantesque. Essayons, cependant, d'en envisager le bon et le mauvais côté.

Les partisans du projet montrent un enthousiasme peu réfléchi et leur imagination se livre à des écarts plus patriotiques que sensés, lorsqu'ils donnent la description des avantages qui résulteront de l'adoption de la mesure pour les particuliers et le gouvernement. Nous ne nions pas que pour les planteurs la proposition de vendre tout le coton, à une moyenne de 10 cents la livre, n'ait quelque chose de fort séduisant par la rapidité avec laquelle ils pourraient faire des déboursés dès à présent de tout souci et de toute inquiétude.

Mais cette vente immédiate n'a d'avantages pour les habitants qu'autant que le coton leur est payé en une monnaie ayant cours légal et avec laquelle ils puissent payer leurs dettes et pourvoir aux besoins à venir de leurs habitations et de leurs familles. Or, le paiement devrait se faire suivant le projet de loi en obligations de l'emprunt remboursables dans vingt ans, et le corollaire obligé de la vente forcée du coton serait le cours forcé des obligations. Autrement le prix de 10 cents par livre deviendrait dérisoire si les obligations remises en paiement pouvaient devenir sujettes à dépréciation, et subir les fluctuations des cours d'un marché monétaire dont la stabilité ne sera pas de longtemps rétablie. Ces obligations, et ce ne serait pas là l'un des moindres inconvénients du projet, intercéderont les places de commerce avant que le commerce n'ait repris son cours par la levée du blocus, tandis que par l'ancien projet le gouvernement ne délivre les obligations qu'au fur et à mesure des ventes effectuées.

On a tiré argument de cette dernière circonstance en disant qu'il serait bien préférable pour le gouvernement d'être immédiatement en possession du coton. Nous ne voyons nullement en quoi consiste l'avantage. De deux choses l'une: ou le blocus sera levé et alors le coton s'écoulera aussi rapidement que les demandes des consommateurs l'exigeront, ou le blocus se prolongera et le coton ne se vendra pas.

Dans le premier cas, le gouvernement n'éprouvera pas de retard à toucher le montant des souscriptions, et il a plus d'intérêt à laisser le coton s'écouler dans les conditions ordinaires du commerce, sans intervention de ses agents, dans le second cas, le gouvernement, possesseur de coton, ne pourra pas plus le vendre que les facteurs, du moment que les ports seront fermés.

Un des grands arguments en faveur de l'accaparement est le profit que devra retirer le gouvernement de la revente de ces cotons achetés à dix cents. Sans plus de développements les défenseurs du monopole nous dit que le coton sera vendu à raison de 15 cents, de sorte que si le coton coûte au gouvernement 280 millions, il en retirera 300 et fera un bénéfice net de cent millions. Ceci est purement de la haute fantaisie spéculative. Ce serait un rêve très mauvais et très impolitique que celui qui consisterait à poser le gouvernement des Etats confédérés, vis-à-vis des puissances qui ont besoin de coton, en accapareur qui dicte ses conditions et menace, si on ne les accepte pas, d'incendier son coton pour jouer un vilain tour aux manufacturiers européennes et à leurs gouvernements.

Maintenant en supposant que le gouvernement, plus sage que nos faiseurs de théories, se contentât de vendre les quatre millions et demi de balles de coton dans les conditions ordinaires, rien ne prouve que l'opération présentât en fin de compte un bénéfice. Nous mettons en fait que les frais qui resteraient à la charge du gouvernement dépasseraient les frais que supporte ordinairement le planteur, sans parler des difficultés qui résulteraient du remboursement, du pesage, etc.

D'un autre côté, le gouvernement aurait en le désavantage de payer d'avance, en obligations portant intérêt, que marchandise qui ne sortirait de Saint-Domingue et de Cuba, et ne pourrait être vendue qu'à un prix inférieur à celui du jour de la vente.

Tout ceci n'est qu'ébauché, et de simples chiffres n'ont point dans son rapport, et il mérite d'être fusillé pour avoir laissé mettre sa plume trotte son armée en n'en engagé le tiers.

Il y a 20 officiers tués et seulement 4 blessés, ce qui est une proportion mensongère. On cite les noms et on peut compter les officiers tués, vrai pourquoi on avoue un chiffre ridicule. La proportion des soldats tués par rapport au chiffre des officiers est tout aussi ridicule. Une perte de 90 officiers tués sur 4 blessés ne peut être de mille à quinze cents soldats, car il n'y a que trois officiers par bataillon de 85 à 100 hommes, moins d'un sixième sur 29. Les blessés sont généralement en bien plus grand nombre que les tués.

Mais, les pertes accusées par McDowell paraissent tout au plus s'appliquer aux régiments qui étaient dans son armée; il sans doute de simples les volontaires.

Par le Télégraphe.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE.

DEPÊCHE DE L'APRES-MIDI.

Le rapport de McDowell.

Washington, 12 août.—Le général fédéral McDowell, dans son rapport, dit que malgré les efforts héroïques du quartier-maître général, les munitions, les vivres et les chevaux pour l'artillerie et le train, ne sont arrivés qu'une semaine après le temps fixé. Il rapporte que l'attaque aurait dû être faite le samedi au lieu du dimanche.

Il conclut comme suit: Je ne pouvais aller plus vite, et je ne pouvais retarder la meilleure et la plus forte partie des troupes, les volontaires de trois mois, dont l'engagement allait expirer. La veille de la bataille, le 4me régiment de la Pennsylvanie et une batterie de l'artillerie de New York dont le temps était fini, ont insisté pour être déchargés du service.

J'écrivis à Cameron pour recommander qu'on les gardât, et sur le champ de bataille, il les pressa de rester cinq jours de plus. Ces troupes ne sont en alliées au bruit des canons de l'ennemi. Dans les dix jours suivants, jour par jour, j'amenais perdu 10,000 des soldats les mieux armés, les mieux exercés, les mieux disciplinés et les mieux commandés de l'armée. En d'autres termes, chaque jour ajoutait à la force de l'ennemi et diminuait la nôtre.

Attaque contre les journaux.

Louisville, 12 août.—Des dépêches envoyées aux journaux de l'Est annoncent la destruction des bureaux du *Democratic Standard*, de Concord, New Hampshire. Les propriétaires du journal se sont défendus et ont blessé deux des assaillants.

Bangor, Maine, 12 août.—Le bureau du télégraphe a été saccagé aujourd'hui pendant une séance d'ivrognerie, (ces deux journaux ont toujours été opposés à Lincoln).

Louisville, 12 août.—La ville de St Louis va être fortifiée afin de repousser les attaques.

Mille rumeurs circulent au sujet des événements militaires. Suivant une de ces rumeurs, Lyon se serait querellé avec Siegel et lui aurait donné un coup d'épée sur la tête, et Siegel aurait tué Lyon d'un coup de pistolet.

Une dépêche adressée par Lyon au quartier-général annonce qu'il y a eu une escarmouche le dimanche matin. Lyon était probablement à Springfield le 8.

Le régiment de Stiles à Lexington est reparti dans ses foyers, laissant cette ville sans défense. Les ennemis ont trois canons qui leur permettront d'accélérer la marche des troupes de Lincoln. Ces malheureux allemands commencent à être fatigués de cette chasse au bison.

Les Home Guards se reçoivent plus de recrues et leurs rangs diminuent. On croit que d'ici à quelques jours la guerre du Missouri sera terminée par des envahisseurs abolitionistes d'un côté et aux Missouriens de l'autre.

Accident de chemin de fer.

Richmond, 12 août.—Dimanche, à 10 heures, il y a eu un accident de chemin de fer causé par un éboulement de terre, sur le chemin de Manassas, à 17 milles d'ici. Huit wagons remplis de coloncs ont été brisés. Deux conducteurs de Louisville, les Davis Guards et les Davis Rangers, ont été plus ou moins meurtris. Elles ont eu un tué et 26 blessés sérieusement, un grand nombre d'autres ont été contusionnés.

Le bruit courait ce matin que le train allant à Manassas bier soir avait eu une collision avec un autre train et qu'une vingtaine d'hommes de la division Wigfall avaient été tués ou blessés.

Nouvelles de New York.

New York, 12 août. — Le correspondant à Washington du *Commercial* télégraphie qu'une lettre reçue de la forteresse Monroe dit que les soldats se se baignant cet découvrir un nable sous-marin qu'on suppose conduire à l'intérieur de la forteresse dans le camp de l'ennemi.

On m'assure à Washington que le colonel Burke pour qu'il ait à rendre compte de sa désobéissance dans l'affaire d'*habeas corpus* concernant les citoyens de Baltimore enfermés au fort Lafayette.

Le gouvernement fédéral a, dit-on, envoyé l'ordre de transférer le lieutenant colonel Tyler (Confédéré) de Cincinnati où il a été arrêté au fort Lafayette.

Le président a nommé J. Lathrop Motley, ministre des Etats Unis en Autriche.

Le prix du coton ici est de 18 à 18 1/2 cents la livre.

Le steamer *Champion* arrivant, d'Aspinwall avec des dates de Californie du 21 juillet, a été signalé à Sandy Hook.

Les passagers qui sont arrivés de California disent que le général Albert Sidney Johnson avait avec lui 30 officiers et des domestiques. Il arrivera à la Nouvelle-Orléans de 1er au 10 septembre.

Nouvelles de Washington.

Washington, 13 août. — M. Faulkner, l'ex-ministre des Etats-Unis à Paris, a été arrêté ici ce matin.

C'est le président Lincoln qui a fait des ouvertures à Garibaldi, sur l'opinion émise par les consuls italiens que le général les accepterait. Garibaldi n'a fait aucune offre directe de services.

A. W. Flowers, ex-employé du gouvernement, a été arrêté comme espion.

Les Mississipiens ont capturé deux et pendant quinze bateaux chargés de glace.

Kentucky.

Louisville, 13 août—Crittenden Davis et autres prisonniers sont partis pour le camp Chalk à Crab Orchard afin d'engager les opinioistes à lever le camp et à se disperser.

Virginie.

Richmond, 19 août—On admet généralement que les Confédérés ont brûlé Hampton pour ne pas laisser l'ennemi s'emparer des ressources.

Le Congrès des Etats Confédérés n'a traité aujourd'hui aucune affaire en séance publique.

NOUVELLES D'EUROPE.

New York, 12 août.—La *Nova Scotia* partit de Liverpool le 1er, et de Londonderry le 2 et arrivé à la Pointe aux Pères.

Le City article du *Times* de Londres dit qu'il serait dangereux pour l'Angleterre de toucher à l'emprunt américain, (probablement celui des Etats-Unis.)

Lord Elgin a été nommé gouverneur général de l'Inde.

Le correspondant de Paris du *Post* dit que les gouvernements anglais et français sont en correspondance au sujet des affaires américaines, et qu'ils s'aideront pour avoir la même politique sur tous les points.

Le *Morning Herald* blâme tout placement de fonds dans l'emprunt fédéral.

(DÉPÊCHES DE NUIT.)

Congrès des Etats Confédérés,

ACTES IMPORTANTS.

Richmond, 13 août 1861.—Le président vient d'approuver plusieurs bills importants passés par le Congrès en session secrète.

Parmi ceux-ci, il y en a un qui contient une allocation de un million de dollars pour les troupes d'Etat du Missouri qui coopèrent en guerre contre avec le gouvernement confédéré.

Un autre acte autorise le président à lever 400,000 volontaires pour le service des Etats Confédérés en sus de ceux qui sont déjà enrôlés.

Un autre acte autorise le président à lancer une proclamation pour requérir tous les citoyens des Etats Unis qui peuvent se trouver en ce moment, pour quelque raison que ce soit, dans les limites des Etats Confédérés, à partir dans le délai de 40 jours de la date de cette proclamation, à moins qu'ils ne fassent une déclaration de leur intention de devenir citoyens des Etats Confédérés, et à moins qu'en même temps ils ne reconnaissent l'autorité du gouvernement confédéré.

Rapport de McDowell.

Le rapport officiel du général McDowell déclare que ses pertes à la bataille de Manassas ont été de 90 officiers et 462 soldats tués, et 4 officiers et 347 soldats blessés. Le général McDowell ajoute que les Hessois engagées réellement dans la bataille de son côté n'excédaient pas 18,000.

Les prisonniers de Richmond.

M. Arnold Harris est toujours gardé prisonnier, malgré l'intervention de moyens éminents. M. W. C. Templeton, de la Nouvelle-Orléans, a été relâché sur l'ordre du président.

La guerre dans le Nord-Ouest.

Déroute complète des fédéraux dans le sud-ouest du Missouri.

MORT DU GENERAL LYON.

SIEGEL RATTANT EN RETRAITE.

Arrivée d'un messager par bord de bateau-vapeur.

Sa ouverture pendant de trajet.

Confirmation de la nouvelle par des dépêches particulières adressées au général Frémont.

St Louis, 13 août.—Le bruit court, et chacun dit ici que les troupes du général Lyon ont été complètement mises en déroute par les rebelles. Les rapports disent en outre que le général Lyon a été tué, et que le général Siegel avait battu complètement en retraite avec le reste des troupes fédérales.

On assure que la nouvelle a été reçue ici par les Sécessionistes dès hier soir, le messager qui a apporté la nouvelle ayant été quatre chevaux entre Springfield et Rolla, dans le comté avec le messager du gouvernement.

On assure également que le général Frémont a reçu des dépêches vers minuit, qui corroborent ce qui vient d'être dit; mais le contenu de ces dépêches est jusqu'à ce moment demeuré secret.

Les partisans de l'Union sont ici dans une grande anxiété, et on croit sérieusement pour la sécurité de notre armée.

Nous aurons probablement quelque nouvelle sûre par le train de nuit.

Authenticité de la Nouvelle.

Louisville, 13 août.—Ce qui précède nous est donné par le correspondant de la presse associée de New York.

On peut considérer la défaite des Fédéraux comme certaine. Sans cela, la dépêche eût certainement été interceptée.

Nouvelles de Sumter.

New-York, 13 août.— Le brick *Sea Foam*, de Curaçao, rapporte que le steamer *Sumter*, appartenant aux Etats Confédérés, a été admis à prendre du charbon et à se ravitailler, malgré la protestation du consul des Etats Fédéraux. Il est reparti le 24.

Mouvements de la marine des Etats-Unis.

New-York, 13 août.— Le brick *Sea Foam*, de Curaçao, rapporte que le steamer *Champion*, d'Aspinwall, apporte 600,000 en espèces.

Des avis de Panama, du 3 courant, annoncent que le vaisseau amiral *Lancaster* était au port, et le *St Mary* avait reçu l'ordre d'aller au secours de la corvette *Cyane* sur les côtes du Mexique.

Rapport officiel de la bataille livrée près de Springfield.

Environ 300 fédéraux tués ou blessés.

Confirmation de la mort du général Lyon.

PERTES CONSIDÉRABLES DES HOMMES DU SUD.

Mort présumée des généraux McCULLOUGH ET PRICE.

RETRAITE DU GENERAL SIEGEL SUR ROLLA.

St Louis, 13.—Voici le rapport officiel du combat livré près de Springfield, samedi, tel qu'il a été fait au général Frémont, par un des aides-de-camp du général Lyon.

Le général Lyon, avec trois colonnes sous les ordres du général Siegel et du major Sturgis a attaqué l'ennemi vers six heures du matin, le 11 du courant, à 9 milles Est de Springfield.

Le combat a été très acharné. Nos pertes s'élèvent à environ 300 tués ou blessés.

Le général Lyon a été tué au moment où il chargeait à la tête de sa colonne.

Nos forces s'élevaient à 5000 hommes y compris 2000 hommes de garde nationale.

On assure que l'ennemi a eu de grandes pertes, parmi les quelles il faut remarquer les généraux McCulloch et Price. Ce rapport est confirmé par un prisonnier.

Le général Siegel a fait retraite sur Springfield, le 11, vers 3 heures, et s'est enfin replié sur Rolla, emportant les bagages, les trains et vingt-cinq mille piastres en espèces de la Banque de Springfield.

Tirage au sort dans le Nord.

Louisville, 13.—Une lettre émanant d'une personne sûre, écrite à un ami résidant à Chicago, dit qu'il vient de tomber un sort et qu'il faut s'en parer pour la guerre.

Collection du revenu.

L'assistant-secrétaire de la marine rapporte qu'il a engagé quatre navires pour l'aider dans la mise à exécution des lois concernant l'impôt.

Marché du coton à Liverpool.

New York, 13.—Les ventes de coton à Liverpool, pendant les trois derniers jours finissant vendredi 31 juillet, ont été de 28,000 balles. Le marché a fermé à de bons prix.

Navires anglais retenus au port.

New York, 13.—Trois navires portant les couleurs anglaises n'ont pu obtenir ici le droit de partir.

Dernières nouvelles du Nouveau Mexique.

Independence, 13—La malle de Santa Fé est arrivée avec des nouvelles allant jusqu'au 25 juillet.

Le lieutenant Smith est allé à Chihuahua pour recevoir un train du gouvernement qui avait été capturé, et il a lui-même été capturé par les Texiens.

Les Texiens en force étaient en route pour aller attaquer Fort Stanton, et subsidiairement partout les propriétés du gouvernement.

Si les chefs des fédéraux donnent l'ordre de faire des élections régulières à l'Est, cet acte sera considéré comme un abandon du territoire aux confédérés.

Le sénateur Ely.

Washington, 13 août—Le sénateur Ely vient d'écrire à Boston, et il en rapporte, une lettre dans laquelle il dit que personne ne croit que pour la reconnaissance de la Confédération du Sud, en tant que cela peut se rattacher à l'échange des prisonniers.

L'EMPRUNT CONFÉDÉRÉ.—M. J. D. B. De Bow, de Charleston, a accepté les fonctions de Surintendant en chef de l'emprunt Confédéré qui lui est été conférée par M. Memminger, secrétaire du Trésor.

On continue à recueillir les souscriptions à l'emprunt, en conformité avec l'acte du Congrès du mois de juin.

LE BLOCUS DU MISSISSIPPI.—Un officier venant du fort St-Philippe annonce qu'à ce fort aussi bien qu'à fort Jackson, tout est dans une condition satisfaisante. Les bouches du Mississippi sont toujours gardées par la corvette *Brooklyn* et six autres bâtiments de guerre fédéraux qui rôdent à l'entour. On a reconnu la frégate *Niagara* parmi eux. Les croiseurs de Lincoln attendent sans doute l'intervention *Sumter* qu'ils ont ordre de prendre à tout prix. Cherchez..... et vous ne le trouverez pas, simples fédéraux!

UN CHANGEMENT OPPORTUN.—Le commodore Bonneau vient d'être appelé à des fonctions importantes au bureau des constructions navales à Richmond. Ses connaissances mécaniques et sa longue expérience le mettront à même de rendre d'utiles services à la Confédération dans ce nouveau poste. Nous apprenons avec plaisir qu'il est remplacé ici par le nommé dore Hollins, officier plein d'énergie et sur l'ministère duquel on peut compter dans les circonstances présentes. C'est lui qui dernièrement, avec quelques hommes, a pris possession du steamer *St-Nicholas* dans la baie de Chesapeake. Le commodore Hollins est précisément l'homme dont la Nouvelle-Orléans avait besoin, et nous espérons qu'il ne laissera pas longtemps les croiseurs de Lincoln dormir à l'ancre.

AFFAIRES A BALTIMORE.—Les amis de Sol. à Baltimore ont fait une ovation à MM. Brockenridge et Vallandigham à leur passage dans cette ville. Après le dîner qui leur a été donné, le sénateur de Kentucky a essayé de prononcer un discours à la foule réunie devant l'hôtel Eutaw. Mais les Linculnistes ont employé tous les moyens pour rompre l'assemblée et bien que moins nombreux que les amis du Sud ils ont réussi à amener la retraite de l'orateur.

UN AUTRE TOUR DE TRAÎTRES.—On mit que a steamer de la ligne Cunard qui devait partir le 24 juillet de Boston avait été requis de ne partir que 24 heures plus tard pour pouvoir emporter les nouvelles officielles de la bataille de Manassas. Les fédéraux qui avaient déjà envoyé par le steamer du 22 la nouvelle erronnée d'une victoire remportée par eux comptaient que leurs agents en Angleterre enverraient mettre à profit cette prétendue victoire pour négocier un emprunt de cent millions. Or pour empêcher que la *Persia* n'emportât les dépêches officielles du gouvernement anglais qui l'obligeaient à ne pas prendre de munitions ni de troupes, on a fait le steamer quand même. Lord Lyons avisé du fait envoya par télégraphe à Halifax l'ordre de retenir le steamer. Pour plus de sécurité il retourna au télégraphe et demanda une réponse d'Halifax. L'employé lui apprit alors que la dépêche avait été arrêtée sur l'ordre de M. Seward. Lord Lyons se rendit chez le secrétaire d'Etat et étant informé de la vérité du fait, il demanda immédiatement ses passeports. Seward effrayé réunit le cabinet et on se décida à laisser partir la dépêche.

La *Persia* bien que parti trois jours après l'*Arago* arrivera sans doute plus tôt à Liverpool que l'*Arago* au Hâvre et les yankees en seront pour leurs frais d'invention.

UN GENERAL LINGUISTE.—Le général fédéral Butler tient à acquérir un renom de linguiste par les nouvelles applications qu'il trouve aux mots. Qu'est-ce que c'est qu'un nègre volé on marron?—Une contrebande de guerre, répond Butler sans embarras, et il en prouve. Les nègres travaillent aux fortifications et servent à l'ennemi, donc: contrebande de guerre. Mais ces négresses, les négrillons, les nègres infirmes! Butler cherche quelque instante et il s'écrie d'un air triomphant: équeus, mon cher monsieur, équeus.

Voici l'analyse d'une lettre dans laquelle l'illustre général plaisante éclaire son gouvernement sur ces graves questions de linguistique:

"Une lettre du général Butler, adressée au secrétaire de la guerre, soulève de nouveaux difficulté question de ce qu'on doit faire des esclaves réfugiés ou capturés dans les camps fédéraux. On a pu considérer comme "contrebande de guerre" les hommes valides. Mais cette fiction devient impossible avec les femmes, les enfants et les vieillards. L'évacuation de Hampton n'a pas amené moins de 900 noirs sous la protection de la garnison du fort Monroe. Sur ce nombre, il y a 300 adultes capables de travail, 30 ayant passé l'âge des labeurs, 185 femmes, 225 enfants au dessous de 10 ans et 170 entre 10 et 18 ans. Comment doit on considérer ces individus? Doit on voir en eux une propriété ou des êtres libres? M. Butler se prononce chaleureusement pour cette dernière alternative, tout en déclarant prêt à suivre les instructions que pourra lui donner le gouvernement. A ses yeux, les esclaves ainsi recueillis sont des épaves, qui ont cessé d'appartenir à leurs maîtres, pour devenir la propriété de l'armée qui leur donne asile. Or, cette armée ne veut pas d'une telle propriété; dès lors elle n'appartient plus à personne et devient libre.—Cette théorie sera, dit-on, adoptée par le gouvernement fédéral.

Congrès des Etats-Unis.

Résumé des séances.

Washington, 5 août.

Chambre des Représentants.—M. Phelps, de Missouri, occupe son siège pour la première fois de la session.

Le Président présente à la Chambre une lettre de M. Curtis, gouverneur de l'Iowa. M. Curtis, absorbé par des devoirs militaires, donne sa démission de représentant.

La Chambre vote le bill du Sénat portant la création d'une police métropolitaine pour le district de Colombie.

M. Calvert, du Maryland, expose que si le devoir du Congrès est de donner des pouvoirs angouvernement pour maintenir la suprématie de la loi, il n'est pas moins de son devoir d'examiner les causes premières des désordres civiles et d'appliquer les remèdes nécessaires pour le rétablissement de la paix. Il propose donc la nomination d'un comité mixte de 7 membres de la Chambre et de 3 membres du Sénat, pour discuter et rapporter toute amendement à la constitution qui paraîtrait rétablir la confiance et assurer la protection de l'Union.

Rejeté par 72 voix contre 39.

M. Hicks, du Maryland, présente la résolution suivante, énoncant:

"Vous voulez frapper de terreur ceux qui rêvent votre conquête et votre destruction, et bien qu'ils méchent vos corbeilles et vos terribles fusils soient employés à la prochaine bataille et notre bataille sera—et c'est pourtant—arrêtez plus décisive que n'a été leur déroute sur les plaines de Manassas.

"Mes instructions me font un devoir d'envoyer, dans les régions populeuses, des sous-agents qui expédieront, pour différents points, toutes les armes qu'ils auront obtenues. J'ajouterai pour les personnes qui désirent en fondre, alors même qu'un agent ne s'est pas adressé à elles, pouvant beaucoup faciliter l'ouvrage, en déposant leurs fusils, mousquets, etc., à mon adresse, aux soins de M. Robert Pilkin, rue du Camp, No 15, Nlle-Orléans."

Rejeté par 71 voix contre 39.

M. Wickliffe, du Kentucky, demande à être dispensé du vote, car il ne saurait approuver toutes les mesures du président.

La Chambre refuse de le dispenser, mais au moment de vote M. Wickliffe est absent.

Le bill est adopté dans la même forme qu'au Sénat.

La Chambre s'ajourne.

Sénat.—Sur la motion de M. Breckenridge, le bill de la confiscation, amendé par la Chambre, est à l'ordre du jour. L'amendement est voté par 24 ont contre 11 non.

Le bill pourvoyant à un plus grand nombre d'enrôlements dans la marine est adopté.

Le Sénat s'occupe du bill pour développer l'efficacité du corps des ingénieurs.

M. Johnson, du Missouri, propose un amendement ainsi conçu:

"Le président est recommandé aux gouverneurs des Etats l'élection de délégués dans chaque district congressionnel, pour former une convention générale qui se réunira à Louisville, dans le Kentucky, afin d'aviser aux mesures pour le rétablissement de la paix dans le pays."

M. Carlisle y est vivement opposé, et M. Mc Dougal le trouve inopportun et inopportun.

L'amendement est rejeté par 29 voix contre 9 nos.

Le bill est alors adopté.

Le bill augmentant la paie des volontaires, officiers, marins, etc., et approuvant à la fois les actes du président est adopté, malgré l'opposition de M. Breckinridge.

Le Sénat se forme en séance exécutive et s'ajourne.

PAROLES ASCENSION. — Nous empruntons au *Drapeau* de Donaldsonville les paragraphes suivans:

Nous avons reçu de l'habitation de Mme Edouard Lebleme et de celle de Mme Viala deux cannes à sucre comptant chacune dix-sept mètres dont quatorze parfaitement rabaudé.

Nous ne saurions trop encourager de pareilles pommes d'une nature si belles promesses pour la prochaine récolte de sucre.

—La magnifique compagnie des canonniers ayant résolu à s'affranchir de ses deux engagements avec le Gouverneur, a décidé qu'elle entrerait au service des Etats Confédérés pour la durée de la guerre. Les délégués pour offrir ses services au ministre de la guerre sont déjà nommés. Ce sont: Le lieutenant, Victor Dugas et les canonniers Hon. W. Lewis, Frédéric Landry—Hurrah pour les canonniers! Ils se rapprochent à Cairo les dignes émules des héros de *Wagram* et de *Jemmapes* qui viennent de a immortaliser dans les plaines de la Virginie.

—C'est dimanche dernier que la compagnie française de Donaldsonville, parfaitement équipée, bien mal armée, a fait ses premières armes. Cette compagnie, forte de 50 hommes, portait uniforme n'est autre que celui, si je ne me trompe, commandé, de la troupe de ligne. Son commandant, le capitaine Dupré, a pour premier lieutenant le nommé Dupré.

Il serait bien à désirer que la Louisiane vînt à l'aide de cette jeune compagnie, et en lui fournissant des armes et des munitions. Dieu sait quels services elle pourra rendre dans ces contrées où les Yankees ne sont prochainement qu'à quelques lieues. Le Missouri de la compagnie de Donaldsonville avec membres qui composent ce noyau, ne saurait faire de plus grands sacrifices leurs uniformes ayant été cédés aux Texiens. Ce pays puisse faire pour l'organisation d'une cette jeunesse de braves volontaires que de lui fournir des armes.

P. S.—Nous nous trompions en disant que par le fait du départ des canonniers, la compagnie française était dissoute. Nous sommes heureux apprenons au moment de mettre sous presse qu'il en existe deux autres au grand complaisant qu'elles viendront sous peu fraterniser avec celles de Donaldsonville. Qu'elles soient les bienvenues.

CHRONIQUE LOCALE.

Départ du Watson Artillery.—Le Watson Artillery, composé exclusivement de Créoles de la Louisiane, est parti, hier, à trois heures, à bord du bateau-vapeur *Mary T.* Les personnes qui ont assisté à la scène du mouvement dans nous avons été témoins sur le quai du chemin de fer Jackson, se rappelleront longtemps cette journée.

Les volontaires se sont ensemble à quelques pas de la Lafayette Square et la foule leur a fait une entourée de sympathie et d'enthousiasme. Le Watson Artillery, composé de 100 hommes environ, a été accompagné de nombreuses personnes, qui ont quitté entrée dans le Place—d'abord la deuxième compagnie des Chasseurs à pied, capitaine Mollier, la deuxième compagnie du régiment de Garde d'Orléans, commandée par Rapin, puis une compagnie des Chasseurs de Bâtons et les Vélitiers d'Orléans.

A quatre heures et demie, le cortège était rendu à terre. Rien n'étonnant à la place de Jackson jusque la rue du Canal qu'entre la moitié jusqu'au dégagement du pavé, le bruit des roues des wagons et des voitures, tout cet immense mouvement de fer entre vous et l'envahisseur. Si cette réponse ne triomphe pas des objections, dites que nous qui avons au pouvoir, ceux dont le jugement nous inspire de la confiance et qui, tout porté à la sévérité, ne veut en qu'à nous faire tel et d'heure cet, après avoir attentivement, inaugurer le mouvement, que c'est une garantie de sécurité de l'existence et de la sagesse de la mesure. Pétoque nous pouvons dire que la guerre soit courte et que notre indépendance soit reconnue bientôt, mais, plus nous aurons à la disposition de votre gouvernement.

Que la parti républicain est responsable des informes présentes de la nation.

Que l'esprit intraitable de ce parti a empêché la tentation de tout compromis, quand elle était encore possible.

Qu'il est impossible de subjuguer par la force des armes les Etats séparés, qui se sont mis pour la défense des droits les plus sacrés.

Que vu les calamités publiques et reconnaissant la nécessité de contrôler les affaires, il devient du devoir du Congrès de pourvoir à la nomination de commissaires pour conclure un armistice et maintenir la paix à tous hasards. Ces commissaires devront aussi s'occuper d'un compromis capable de sauver l'Union s'il est possible, ou sinon, pourvoir à une séparation pacifique des Etats séparés, ainsi que de ceux qui pourront en séparer plus tard.

La résolution est rejetée.

M. Vallandigham demande à présenter une série de pétitions émanant de divers Etats pour l'établissement pacifique des difficultés actuelles.

Sur les objections de MM. Blake et autres, M. Vallandigham demande ce qu'est devenu le droit de pétition.

On adopte un bill pour le paiement de la compagnie qui, sous le capitaine White, protège le point du chemin de fer de Baltimore, Maryland.

Sur la motion de M. Fenton, il est ajouté une, lorsque la chambre s'ajournera, ce sera jusqu'à demain 11 h. du matin.

Le bill fixant le nombre des membres de la Chambre à 239, après le 3 mars 1863, sur les bases du dernier recensement, est adopté.

On vote également le bill autorisant de nouveaux engagements pour la marine et celui établissant l'augmentation du corps des ingénieurs de l'armée.

La Chambre adopte le bill exigeant le service d'allégeance de la part des employés civils au Etats-Unis, et déclarant qu'un refus équivaudra à une démission et que tout employé qui violera son serment sera poursuivi comme parjure.

Sur la motion de M. Stevens, la Chambre passe à la discussion du bill augmentant de 24 par mois la paie des officiers non commissionnés, des musiciens, des volontaires, des marins, et approuvant tous les actes accomplis sous l'empire de la proclamation du Président en date du 4 mars relativement à l'armée et à la marine, et leur donnant force de loi comme s'ils avaient été antérieurement autorisés.

M. Wickliffe, du Kentucky, demande à être dispensé du vote, car il ne saurait approuver toutes les mesures du président.

La Chambre refuse de le dispenser, mais au moment de vote M. Wickliffe est absent.

Le bill est adopté dans la même forme qu'au Sénat.

La Chambre s'ajourne.

Sénat.—Sur la motion de M. Breckenridge, le bill de la confiscation, amendé par la Chambre, est à l'ordre du jour. L'amendement est voté par 24 ont contre 11 non.

Le bill pourvoyant à un plus grand nombre d'enrôlements dans la marine est adopté.

Le Sénat s'occupe du bill pour développer l'efficacité du corps des ingénieurs.

M. Johnson, du Missouri, propose un amendement ainsi conçu:

"Le président est recommandé aux gouverneurs des Etats l'élection de délégués dans chaque district congressionnel, pour former une convention générale qui se réunira à Louisville, dans le Kentucky, afin d'aviser aux mesures pour le rétablissement de la paix dans le pays."

M. Carlisle y est vivement opposé, et M. Mc Dougal le trouve inopportun et inopportun.

L'amendement est rejeté par 29 voix contre 9 nos.

Le bill est alors adopté.

Le bill augmentant la paie des volontaires, officiers, marins, etc., et approuvant à la fois les actes du président est adopté, malgré l'opposition de M. Breckinridge.

Le Sénat se forme en séance exécutive et s'ajourne.

Un duel pour rire.—Un de nos confrères nous a vu une verve que nous ne cherchons point à reproduire, les incidents d'un duel qui a lieu hier entre deux jeunes hommes de la rive-droite de McDonoghville. Les adversaires étaient un Français, un de la joie, et un nommé Pinto dont il a été impossible de découvrir exactement la résidence, mais que la patrouille du citoyens de Troisième District connaissent bien.

Les armes suivaient Pinto et riaient de lui, ils riaient de si bon cœur, que Pinto voulut savoir ce qui excitait leur hilarité: c'était un morceau de linge blanc que le Français avait attaché à la queue de son habit—Plaisir de Pinto. Le duel ne pouvait se consommer avec les armes ouvertes et se prononcera pas, mais, le cartel en envoyé et accepté. Armes, fusil à deux coups, distance quarante pas.

On arrive sur le terrain, les fusils sont chargés, à pouding. Pinto l'ignore. Le Français, toujours sûr de la joie, pleure sur la poitrine son linge qu'il remplit de sang. Pinto, ému, tombe, ouvre le linge et en opposée change de costume. Pinto, accompagné de ses témoins qui ont gardé de lui épargner le spectacle de la douleur et exprime les regrets les plus vifs de ne pas, dans son ardeur, avoir pu mettre à bas le malheureux Français, qui, dans lui disant qu'il est trop tard pour se battre et lui demande de l'embrasser. Il s'exécute.

Notre spirituel confrère de la Bourse ajoute que dans le cette de cette histoire non moins amusante qu'intéressante.

Le nouvel Opéra de Paris.

Siècle publie les détails suivants sur le plan adopté pour la nouvelle salle d'Opéra. On emploie exprès cet élément de Garnier.

Le fronton du monument sera parallèle [illegible] Le fronton sera décoré, flanqué sur les [illegible] de deux pavillons en saillie, contenant [illegible] Les deux rues qui doivent [illegible] Place à la rue de Rome [illegible] Place à la rue de Rome [illegible] Place à la rue de Rome